L'ABEILLE.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON, LEGAL,
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

"Il faut que l'UNION soit conservée."

MERCREDI MATIN, 26 NOVEMBRE 1834.

INTERIEUR.

Nouvelle-Orléans, 27 Nov.

Ventes au Carré aux [illegible]

[illegible]	650	do	15 1-8
[illegible]	725	do	15
[illegible]	200	do	15 1-2
[illegible]	200	do	16
[illegible]	75	do	15 1-2
[illegible]	25	do	14 1-2
[illegible]	14	do	15 1-2

Transactions de la Bourse d'hier.

Ventes de propriétés — Un lot de terre de la rue Bourgogne entre Urselines et Hopital, $6300.

Un lot de terre situé rue Dauphine entre Barracks et Esplanade, $2,350.

Un lot de terre dans le faubourg Marigny, au coin des rues Moreau et Champs-Elysés, $15,000.

Un lot de terre au faubourg Marigny, faubourg Marigny, $6,500.

Une autre dans le même faubourg, $2,300.

Trois lots de terre dans le faubourg Livaudais, $1,511.

Un lot de terre de la batture du faub. Lafayette, $1,500.

Plusieurs autres lots dans les différents faubourgs ont aussi été vendus.

Nous publions aujourd'hui la séance du Conseil de Ville, elle n'est pas dénuée d'intérêt. Messieurs les édiles ne sont beaucoup occupés d'une question assez importante, celle des secours que l'on accorde aux personnes indigentes, mais ils ne sont pas permis de l'avoir résolue d'une manière satisfaisante. Après avoir parlé long-temps, les choses en sont restées au point où elles étaient auparavant.

Il nous semble que, pour accorder ces secours avec une justice régulière, il faudrait exiger des personnes qui les réclament, un certificat de deux ou trois individus bien connus de la quartier, attestant qu'elles ont des droits à la générosité du Conseil; par ce moyen, Messieurs les aldermen s'épargneraient des courses que leurs occupations ne leur permettent pas de faire, et la certitude que l'argent du trésor ne serait pas détourné de sa véritable destination.

Nous sommes fâché de voir toujours l'esprit de parti prendre au Conseil la place de l'intérêt général bien entendu. Quand donc cesserons-nous la déplorable guerre de quartiers à quartiers, qui n'amène que des résultats fâcheux? quand sera-t-on vraiment républicain?

CONSEIL-DE-VILLE.

Séance du 22 novembre 1834.

Présens, MM. Hyde, McFarlane, Dixon, McCready, Caldwell, Mercier, Labatut, Pédesclaux, Bermudez et Montégut.

La minutes de l'assemblée précédente sont lues.

Le secrétaire donne lecture de la lettre suivante du maire:

MAIRIE DE LA NELLE-ORLEANS.

le 22 novembre 1834.

A M. le Président et à MM. les membres du Conseil de Ville de la Nouvelle-Orléans.

Messieurs

J'ai vu avec le plus grand plaisir les dispositions généreuses que vous avez prises pour coopérer à la prospérité de l'établissement de charité, nommé l'Asyle des Orphelins, et je me suis empressé d'approuver votre résolution du 13 de ce mois, par laquelle vous portez à la somme de mille piastres par an celle de 3 cents, que vous aviez accordée antérieurement à cette institution.

Mais je crois devoir renvoyer à votre reconsidération celle que vous avez prise le 8 de courant, et qui précède par celle ci, celle pour cette fin, qu'il soit fait des amendes qui pourront être recouvrées par la ville. Quoique je sois pénétré de la plus vive reconnaissance pour les sentiments de bienveillance dont l'élan vous a emportés, je prendrai la liberté, après avoir réfléchi sur ce sujet, de vous faire observer que par l'article 7 de votre ordonnance du 8 de courant, et qui précède par celle ci, il est impossible de prélever les amendes qui pourront être recouvrées et que devenant partie de la taxe et n'étant autrement connues que par le produit de cette taxe, elles ne pourront être distinguées de celle-ci. Je crois, d'ailleurs, que la somme qui pourrait être prélevée par les amendes ne serait pas assez considérable pour payer les frais des poursuites et d'huissier.

Le second qui [illegible] signé par moi au nom de la corporation, en outre elle et le jury de police de la paroisse d'Orléans, relativement à l'érection des nouvelles prisons, et prêt pour recevoir la signature des parties; mais j'ai pensé devoir, avant de la signer, vous proposer une chose qui m'a été suggérée par l'avocat de la corporation, et qu'il me paraît, convenable d'observer, par la quelle il pourra arriver qu'aucune de la [illegible] sera prévenue à un tel dégré d'avancement qu'on pourrait avoir des craintes pour le fait, le Maire de la ville soit contraint à la faire accepter aux frais de la corporation et de la paroisse d'Orléans, et que la cité ne pourrait également à ce qu'il y soit adopté chaque année et aussi long-temps que la corporation de la ville et la paroisse d'Orléans y auront un intérêt égal.

Dans ce cas le maire proposerait une réunion du jury de police, afin qu'il prenne aussi une résolution à cet effet.

Je présente à l'approbation du conseil M. Jos. Bte. Lafon, ce sous caution de M. Lange qui a été nommé *Warden* d'après l'ordonnance du 8 du présent mois.

Je présente aussi M. Louis Montault, comme gardien de la poudrière d'après l'ordonnance du 8 du courant, et M. Agénor Bosque, pour sa caution.

L'adjudication des diverses branches du revenu de la ville est annoncée pour le premier lundi, premier jour de décembre prochain, il serait, convenable, je crois, que lesdites eut voulut bien être faite dans sa séance d'aujourd'hui, le minimum de ces différentes fermes serait:

1°. Bette au revenu de la Halle des Bouchers de la cité de la ville.

2°. Dite de la Halle du faubourg Ste. Marie.

3°. Dite du Marché aux Légumes.

4°. Dite du droit de la levée, sur les pirogues.

5°. Dite des bout à ferné des quatre magasins Nos. 1, 2, 3, 4 et 5, situeant à la pompe à feu.

Les prix que la ville a retirés pour ces fermes pendant l'année qui doit expirer le 31 décembre prochain, sont comme suit:

1°. Halle des Boucheries:	:	$ 37,500
2°. Halle du faubourg Ste. Marie,	:	2,350
3°. Marché aux Légumes	:	19,300
4°. Ferme des pirogues	:	1,305
5°. Magasins de la pompe à feu	:	3,304

Savoir: No. 1, $800 par mois; No. 2, $277 par mois, No. 4, $30 par mois et No. 5, $35 par mois. Aussi:

Je vous donne connaissance qu'à jourd'hui il a réellement aux avis publics, la ferme des droits de la levée sur les radeaux, sur les bateaux plats et sur les *Steam-Boats* a été adjugée à M. Edmond Modère, qui offre pour sa caution ou plutôt pour celle de son beau-père Mr. B. B. P. ley.

Le montant de l'adjudication est $1,955. Relativement aux prix des magasins de la pompe à feu, il serait à propos que je connaisse définitivement qu'il conviendrait d'en fixer le minimum plus haut que probablement, à cause des nouveaux magasins qui viennent d'être bâties aux terrains vacans dans le voisinage de celui [illegible]

Respectueusement,

D. PRIEUR, Maire.

Sur la première partie de la lettre du maire, M. Pédesclaux fait motion de persister. Il l'allégue pour raison que les jurés de paix ne sont pas assez vigilans, et que la surveillance des directeurs de cette société philantropique, rendrait le recouvrement de ces amendes beaucoup plus facile.

M. Montégut s'oppose à cette motion; nous avons accordé, dit-il, à cette société ce qu'elle demande; je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'aller plus loin; si cette société nous adresse quelqu'autre pétition, nous pourrons toujours être à même de les porter secours, mais je ne crois pas qu'en donne leur donner la sanction de la loi.

D'après les livres de Mr. Montault, il y a eu pour plus de 929,000 de donnés en secours, dont une très grande partie a été recouvrée; je crois que ce serait leur accorder trop que de leur donner un mort de cette somme.

M. Mercier dit: M. le président, il y a des cas où quelques uns ont malgré tout; M. le maire nous dit d'un côté que le montant des amendes collectées serait à peine pour couvrir les frais de poursuites, et de l'autre côté l'honorable membre nous dit que ce serait leur accorder un revenu trop considérable. J'ai beau mettre mes esprit à la torture, je ne puis parvenir à comprendre cette contradiction. La vérité est qu'il y a eu beaucoup de dispositions intéressées quelles ont été négligées. Si nous admettons un pareil laisser aller de la part des membres de la police, nous ne verrons pas tant de poursuites ordonnées, *on pourrit dans nos docketts*. Alors les frais seraient payés, et il resterait encore une somme suffisante pour entretenir la société dont il est maintenant question.

M. Bermudez s'oppose à la motion du membre du 3e. district, parcequ'il croit que les dispositions de cette société n'augmenteront pas à jouer le rôle d'espions. Je m'oppose, dit-il à la motion du préopinant, parcequ'il n'est pas à ma connaissance qu'aucun juge de la cour de cité ait perçu des amendes [illegible] payé le montant entre les mains de l'officier civil [illegible] et aussi parceque je crois que les [illegible] ne sont pas bien connus de tout le monde, et que les jurés seront payés de leurs peines, et [illegible] ne voudront pas s'exposer à [illegible] pour avoir [illegible] pour [illegible] seul.

[illegible] dit à demi-voix, que les *Créoles* dont vont parler l'honorable [illegible] sont tous des *brûlans*.

M. McCready dit qu'il répondra aux observations du membre du 3me. district lorsqu'il les adressera au Conseil, debout, mais que l'orsqu'il parlera en se tournant de côté, il n'y fera jamais attention, vû qu'il croit qu'elles n'en valent pas la peine.

M. Cuthbertson rappelle M. Pédesclaux à l'ordre.

M. Labatut dit que si les membres du conseil voulaient se donner la peine de visiter leur district, ils verraient souvent qu'ils accordent des secours à des personnes qui n'en ont nullement besoin, qu'il a été obligé de le faire lui, d'après une circonstance assez extraordinaire, un jour, étant auprès de la, trésorier de la ville lui demanda si une nommée, Mme Le Preux n'était pas sur la liste de secours, qu'il répondit que oui, et qu'alors sur l'invitation du trésorier, il tourna la tête et l'apperçut dans tout l'étalage de la beauté et de la Jeunesse, assise dans une loge et entourée d'admirateurs qu'il ne put en croire à ses yeux, et prit des informations auprès de plusieurs personnes qui confirmèrent ce qu'il tenait du trésorier. Depuis ce tems, il a fait une visite général de son quartier et avant d'accorder aucun secours, il a soin de prendre telles informations qu'il croit nécessaire pour empêcher que l'argent destiné au soulagement des malheureux, ne soit donné à des personnes qui n'en servent pour ourir les apothicaires et tavernes.

M. Bermudez présente un substitut à l'effet d'ajouter au [illegible] qui visitera les lits et de secourir des différents membres et qui [illegible] par lui même ou par des personnes [illegible] l'assistance du conseil.

M. Mercier répond à cela que les membres ont plus occupations particulières, et qu'il leur est impossible d'aller visiter dans toute la ville pour s'informer si telle ou telle personne est dans un cas [illegible] mais en sus, il demandera au 3me. district s'il laissera son bureau pour aller à l'extrémité de la ville s'informer si telle personne est aveugle, ou si tel autre individu est boiteux. Cette motion [illegible] paraît ridicule.

M. Bermudez dit

M. Le Président: Je suis d'avis que le Conseil de Ville est le corps auquel doivent s'adresser les indigens pour obtenir les secours indispensables à leur existence. Il ne convient pas à [illegible] de chercher à économiser sur ces [illegible]

[illegible] que je pense [illegible] pour [illegible] l'humanité qui réclament de nous [illegible] pour [illegible] de l'hiver [illegible] nous pourrions, sinon d'après la manière de distribuer ces secours. Le district que je représente, comptant un grand nombre de pauvres, dont la majeure partie était dirigée vers des [illegible] incapables de payer, me laisera un plus grand nombre encore qui après que les [illegible] leur ont été refusés, demandent de nouvelle [illegible] pour éviter l'exécution des jugements rendus contre eux.

M. Caldwell croit que si l'on désire accorder une somme quelconque à cette société, on devrait le faire de toute autre manière; il croit que ce n'est pas faire un compliment aux directeurs que de faire de leur place un emploi de mouchards. Selon lui, il serait mieux de leur accorder un revenu fixe, et en offre, dit Phon. membre, ce serait faire boire une coupe bien amère à ces orphelins, quand arrivés à l'âge mûr ils sauront que c'est avec de pareils moyens qu'on les a élevés.

M. Pédesclaux observe à l'honorable membre qu'il a tort, que son opinion à lui, n'est pas de faire des distributions de cette société des enfans qui arrêteraient toutes les charrettes au coin des rues, mais qu'il croyait qu'on leur accordant une partie de ce revenu, les juges de paix se aient plus d'attention à ces poursuites; car dès qu'ils auraient un intérêt à les voir terminées, ils iraient dans les cours pour en voir le montant, et ainsi tout en travaillant pour l'intérêt de l'asyle des orphelins, ils travailleraient dans celui de la ville.

M. McF. rlan appuie les observations de M. Caldwell, et trouve que ce serait même faire une insulte à cette association.

L'appel nominal sur cette question a produit le résultat suivant: pour l'affirmative MM. Pédesclaux, Labatut et Mercier; pour la négative, MM. Bermudez, Montégut, Hyde, McFarlane, Dixon et Caldwell; en conséquence, la motion de persister a été rejetée.

Sur l'article second M. Montégut présente une résolution tendant à faire assurer les nouvelles prisons, selon la recommendation qui en est faite par le maire—adopté.

Sur motion de M. Montégut, M. Latour est accepté comme caution de M. Lange,

Le sergent d'armes ayant passé la boite au scrutin; il a paru que M. Montant avait 9 voix en sa faveur, et 2 contre; en conséquence M. Montant a été élu gardien de la poudrière, et M. Agénor Bosque a été accepté comme sa caution.

Sur l'article 5e, M. Pédesclaux fait motion que le conseil siège à huis-clos—adopté.

Après l'ouverture des portes on accepte M. Edmond Modère ainsi que sa caution.

Est lue la pétition de M. Robert Ivor demandant la permission d'ériger une baraque en bois pour établir un jeu de quilles. M. Montégut fait motion que cette pétition soit déposé sur le bureau—adopté.

Est lue une pétition de MM. Lindlow, Pritchard, &c. se plaignant du mauvais état des encoignures des rues Juin, De Camp, &c.

M. Montégut fait motion que cette pétition soit référée au maire.

M. Labatut observe qu'il y a un comité de pétitions; et que c'est à ce comité qu'elle devrait être référée.

M. McGready présente le substitut suivant qui est adopté.

Résolu que le maire est et demeure autorisé à faire faire un pierre, par contrat, les traverses et les fossés à l'encoignure des rues Julie et Girod dans la rue du Camp, et cela dans le plus court délai possible.

M. Bermudez demande l'ordre du jour sur l'ordonnance concernant un bureau d'ingénieur—accordé.

Le secrétaire donne lecture de la dite ordonnance.

M. Pédesclaux fait motion qu'elle soit adoptée par section par section.

Art. 1. Le maire nommera avec l'avis et le consentement du conseil de ville et commissionnera un ingénieur pour la cité de la Nouvelle-Orléans, lequel avant d'entrer en fonctions prêtera serment entre les mains du maire de remplir ses devoirs avec fidélité, impartialité et exactitude.

M. Montégut fait motion d'ajouter au dit article les mots suivans: "Et qui sera réputé tous les premiers de mois."

M. McCready présente en forme de substitut une ordonnance qu'il avait préparée sur ce sujet.

M. Pédesclaux dit qu'il est tout à fait opposé de la motion du membre du 3e district, vû que l'ordonnance qu'il présente est absolument la même que celle qui a été présentée par le conseil.

M. Labatut dit qu'il ne doute pas que l'honorable membre dans sa grande sagesse a fait un meilleur ouvrage que celui du conseil; mais qu'au moins il faudrait le connaître; le rapport mentionné devant nous a été imprimé et mis à l'ordre du jour, et je trouve surprenant que l'on vienne tout-à-coup en substituer un dont nous n'avons aucune idée—on devrait au moins en ordonner l'impression. Ces vagues d'avances que ces remarques n'auront aucun effet, vû qu'il y a eu parti dans le conseil prêt à seconder et à adopter tous ce que l'honorable membre présentera; néanmoins, je déclare au conseil que pour moi il me sera impossible de former une opinion sur des questions qui vont être présentées pour la première fois.

La question est mise aux voix, et la première section est adoptée à l'unanimité.

Il est ordonné par la cour ci de ville de la Nlle. Orléans, &c. qu'il sera nommé un ingénieur par le maire, avec l'assentiment du conseil de ville, un officier qui devra être ingénieur, et qui sera désigné sous le nom de commissaire des rues de la Nouvelle-Orléans et qu'avant d'entrer dans ses fonctions, prêtera serment devant le maire, de remplir fidèlement tous les devoirs attachés à sa place et ne faire aucun ouvrage pour des particuliers ni pour des associations publiques.

L'appel nominal demandé par M. Mercier a produit le résultat suivant: pour l'affirmative, M. Hyde, McFarlane, Dixon, McCready, Caldwell et Bermudez; pour la négative, MM. Mercier, Pédesclaux, Labatut et Montégut.

M. McCready donne ensuite lecture de son substitut, et fait motion qu'il soit imprimé et mis à l'ordre du jour pour la prochaine séance.

M. Labatut dit que cela lui paraît maintenant inutile, qu'à la vérité, il l'aurait eu connaissement, mais que puisqu'on est résolu à tout adopter, on peut le faire, qu'il ne dira plus rien, vu qu'il sent qu'il est impossible de changer l'opinion des membres.

Le substitut de M. McCready est adopté en entier. L'appel nominal a produit le même résultat que sur la première section.

Sur motion de M Bermudez, l'ordonnance sur le voyer de la ville, qui était à l'ordre du jour, est rejetée en entier.

Sur motion de M. Pédesclaux, la résolution à l'ordre du jour pour diminuer la liste des secours est appelée. Le membre observe qu'il est tems de diminuer cet abus; que la première année on avait donné $6,000, la seconde, $8,000, et que de cette manière, cette année on serait une dépense de 29 à $30,000.

M. Hyde propose de fixer le maximum de ce que les membres pourront donner, à $100, au lieu de $50 par mois.

M. Mercier propose en sous-amendement, à l'effet d'accorder seulement $50 aux membres du 1er, 2d, 3e, et 4e. district, et $100 aux membres des autres districts. Il allègue pour raison que, dans les quatre premiers districts, il n'y a presque pas de pauvres, les loyers sont à 40, 50, 150, et même 6300 par mois, et selon lui, on n'est pas dans ce quartier que va loger la classe indigente, que cette classe se tient dans les faubourgs, ou non-loin du centre de la ville.

M. Labatut dit qu'il croit que le 6me. district est dans le même cas, vû la valeur immense des propriétés, il propose en conséquence que ce district soit inclus dans la motion du membre du 5me. district.

M. McCready croit que l'hon. membre est dans l'erreur, qu'avant la résignation de M. Pérez, lui (Mr. McCready) n'avait jamais eu occasion de connaître la misère de son quartier mais que depuis ce moment la porte est assiégée continuellement par une foule de pauvres qui viennent implorer du secours. Il est parfaitement d'accord avec le représentant du 2d. district sur la valeur de certaines propriétés dans le 6me. district, il veut bien croire que les propriétés de The Bank se vendent à un très haut prix, ainsi que celles de plusieurs autres grandes propriétaires; mais il y a plusieurs rues qui sont habitués par des *Créoles* qui sont dans la plus grande indigence et pour les honorables membres de vouloir bien remarquer que ce n'est pas chez eux que ces sollicitants vont demander du secours, mais bien chez lui; et que comme il l'a dit, sa porte en est assiégée. Si le Conseil leur refuse un secours aussi minime, ils courront risque de mourir de faim, ou d'aller de porte en porte demander une bouchée de pain pour soutenir une existence qui doit leur être déjà bien à charge.

M. Pédesclaux dit à demi-voix, que les *Créoles* dont vient parler l'honorable sont tous des *brûlans*.

M. McCready dit qu'il répondra aux observations du membre du 3me. district lorsqu'il les adressera au Conseil, debout, mais que l'orsqu'il parlera en se tournant de côté, il n'y fera jamais attention, vû qu'il croit qu'elles n'en valent pas la peine.

M. Cuthbertson rappelle M. Pédesclaux à l'ordre.

M. Labatut dit que si les membres du conseil voulaient se donner la peine de visiter leur district, ils verraient souvent qu'ils accordent des secours à des personnes qui n'en ont nullement besoin, qu'il a été obligé de le faire lui, d'après une circonstance assez extraordinaire, un jour, étant auprès de la, trésorier de la ville lui demanda si une nommée, Mme Le Preux n'était pas sur la liste de secours, qu'il répondit que oui, et qu'alors sur l'invitation du trésorier, il tourna la tête et l'apperçut dans tout l'étalage de la beauté et de la Jeunesse, assise dans une loge et entourée d'admirateurs qu'il ne put en croire à ses yeux, et prit des informations auprès de plusieurs personnes qui confirmèrent ce qu'il tenait du trésorier. Depuis ce tems, il a fait une visite général de son quartier et avant d'accorder aucun secours, il a soin de prendre telles informations qu'il croit nécessaire pour empêcher que l'argent destiné au soulagement des malheureux, ne soit donné à des personnes qui n'en servent pour ourir les apothicaires et tavernes.

M. Bermudez présente un substitut à l'effet d'ajouter au [illegible] qui visitera les lits et de secourir des différents membres et qui [illegible] par lui même ou par des personnes [illegible] l'assistance du conseil.

M. Mercier répond à cela que les membres ont plus occupations particulières, et qu'il leur est impossible d'aller visiter dans toute la ville pour s'informer si telle ou telle personne est dans un cas [illegible] mais en sus, il demandera au 3me. district s'il laissera son bureau pour aller à l'extrémité de la ville s'informer si telle personne est aveugle, ou si tel autre individu est boiteux. Cette motion [illegible] paraît ridicule.

M. Bermudez dit

M. Le Président: Je suis d'avis que le Conseil de Ville est le corps auquel doivent s'adresser les indigens pour obtenir les secours indispensables à leur existence. Il ne convient pas à [illegible] de chercher à économiser sur ces [illegible]

[illegible] que je pense [illegible] pour [illegible] l'humanité qui réclament de nous [illegible] pour [illegible] de l'hiver [illegible] nous pourrions, sinon d'après la manière de distribuer ces secours. Le district que je représente, comptant un grand nombre de pauvres, dont la majeure partie était dirigée vers des [illegible] incapables de payer, me laisera un plus grand nombre encore qui après que les [illegible] leur ont été refusés, demandent de nouvelle [illegible] pour éviter l'exécution des jugements rendus contre eux.

M. Caldwell croit que si l'on désire accorder une somme quelconque à cette société, on devrait le faire de toute autre manière; il croit que ce n'est pas faire un compliment aux directeurs que de faire de leur place un emploi de mouchards. Selon lui, il serait mieux de leur accorder un revenu fixe, et en offre, dit Phon. membre, ce serait faire boire une coupe bien amère à ces orphelins, quand arrivés à l'âge mûr ils sauront que c'est avec de pareils moyens qu'on les a élevés.

M. Pédesclaux observe à l'honorable membre qu'il a tort, que son opinion à lui, n'est pas de faire des distributions de cette société des enfans qui arrêteraient toutes les charrettes au coin des rues, mais qu'il croyait qu'on leur accordant une partie de ce revenu, les juges de paix se aient plus d'attention à ces poursuites; car dès qu'ils auraient un intérêt à les voir terminées, ils iraient dans les cours pour en voir le montant, et ainsi tout en travaillant pour l'intérêt de l'asyle des orphelins, ils travailleraient dans celui de la ville.

M. McF. rlan appuie les observations de M. Caldwell, et trouve que ce serait même faire une insulte à cette association.

L'appel nominal sur cette question a produit le résultat suivant: pour l'affirmative MM. Pédesclaux, Labatut et Mercier; pour la négative, MM. Bermudez, Montégut, Hyde, McFarlane, Dixon et Caldwell; en conséquence, la motion de persister a été rejetée.

Sur l'article second M. Montégut présente une résolution tendant à faire assurer les nouvelles prisons, selon la recommendation qui en est faite par le maire—adopté.

Sur motion de M. Montégut, M. Latour est accepté comme caution de M. Lange,

Le sergent d'armes ayant passé la boite au scrutin; il a paru que M. Montant avait 9 voix en sa faveur, et 2 contre; en conséquence M. Montant a été élu gardien de la poudrière, et M. Agénor Bosque a été accepté comme sa caution.

Sur l'article 5e, M. Pédesclaux fait motion que le conseil siège à huis-clos—adopté.

Après l'ouverture des portes on accepte M. Edmond Modère ainsi que sa caution.

Est lue la pétition de M. Robert Ivor demandant la permission d'ériger une baraque en bois pour établir un jeu de quilles. M. Montégut fait motion que cette pétition soit déposé sur le bureau—adopté.

Est lue une pétition de MM. Lindlow, Pritchard, &c. se plaignant du mauvais état des encoignures des rues Juin, De Camp, &c.

M. Montégut fait motion que cette pétition soit référée au maire.

M. Labatut observe qu'il y a un comité de pétitions; et que c'est à ce comité qu'elle devrait être référée.

M. McGready présente le substitut suivant qui est adopté.

Résolu que le maire est et demeure autorisé à faire faire un pierre, par contrat, les traverses et les fossés à l'encoignure des rues Julie et Girod dans la rue du Camp, et cela dans le plus court délai possible.

M. Bermudez demande l'ordre du jour sur l'ordonnance concernant un bureau d'ingénieur—accordé.

Le secrétaire donne lecture de la dite ordonnance.

M. Pédesclaux fait motion qu'elle soit adoptée par section par section.

Art. 1. Le maire nommera avec l'avis et le consentement du conseil de ville et commissionnera un ingénieur pour la cité de la Nouvelle-Orléans, lequel avant d'entrer en fonctions prêtera serment entre les mains du maire de remplir ses devoirs avec fidélité, impartialité et exactitude.

M. Montégut fait motion d'ajouter au dit article les mots suivans: "Et qui sera réputé tous les premiers de mois."

M. McCready présente en forme de substitut une ordonnance qu'il avait préparée sur ce sujet.

M. Pédesclaux dit qu'il est tout à fait opposé de la motion du membre du 3e district, vû que l'ordonnance qu'il présente est absolument la même que celle qui a été présentée par le conseil.

M. Labatut dit qu'il ne doute pas que l'honorable membre dans sa grande sagesse a fait un meilleur ouvrage que celui du conseil; mais qu'au moins il faudrait le connaître; le rapport mentionné devant nous a été imprimé et mis à l'ordre du jour, et je trouve surprenant que l'on vienne tout-à-coup en substituer un dont nous n'avons aucune idée—on devrait au moins en ordonner l'impression. Ces vagues d'avances que ces remarques n'auront aucun effet, vû qu'il y a eu parti dans le conseil prêt à seconder et à adopter tous ce que l'honorable membre présentera; néanmoins, je déclare au conseil que pour moi il me sera impossible de former une opinion sur des questions qui vont être présentées pour la première fois.

La question est mise aux voix, et la première section est adoptée à l'unanimité.

Il est ordonné par la cour ci de ville de la Nlle. Orléans, &c. qu'il sera nommé un ingénieur par le maire, avec l'assentiment du conseil de ville, un officier qui devra être ingénieur, et qui sera désigné sous le nom de commissaire des rues de la Nouvelle-Orléans et qu'avant d'entrer dans ses fonctions, prêtera serment devant le maire, de remplir fidèlement tous les devoirs attachés à sa place et ne faire aucun ouvrage pour des particuliers ni pour des associations publiques.

L'appel nominal demandé par M. Mercier a produit le résultat suivant: pour l'affirmative, M. Hyde, McFarlane, Dixon, McCready, Caldwell et Bermudez; pour la négative, MM. Mercier, Pédesclaux, Labatut et Montégut.

M. McCready donne ensuite lecture de son substitut, et fait motion qu'il soit imprimé et mis à l'ordre du jour pour la prochaine séance.

M. Labatut dit que cela lui paraît maintenant inutile, qu'à la vérité, il l'aurait eu connaissement, mais que puisqu'on est résolu à tout adopter, on peut le faire, qu'il ne dira plus rien, vu qu'il sent qu'il est impossible de changer l'opinion des membres.

Le substitut de M. McCready est adopté en entier. L'appel nominal a produit le même résultat que sur la première section.

Sur motion de M Bermudez, l'ordonnance sur le voyer de la ville, qui était à l'ordre du jour, est rejetée en entier.

Sur motion de M. Pédesclaux, la résolution à l'ordre du jour pour diminuer la liste des secours est appelée. Le membre observe qu'il est tems de diminuer cet abus; que la première année on avait donné $6,000, la seconde, $8,000, et que de cette manière, cette année on serait une dépense de 29 à $30,000.

M. Hyde propose de fixer le maximum de ce que les membres pourront donner, à $100, au lieu de $50 par mois.

M. Mercier propose en sous-amendement, à l'effet d'accorder seulement $50 aux membres du 1er, 2d, 3e, et 4e. district, et $100 aux membres des autres districts. Il allègue pour raison que, dans les quatre premiers districts, il n'y a presque pas de pauvres, les loyers sont à 40, 50, 150, et même 6300 par mois, et selon lui, on n'est pas dans ce quartier que va loger la classe indigente, que cette classe se tient dans les faubourgs, ou non-loin du centre de la ville.

M. Labatut dit qu'il croit que le 6me. district est dans le même cas, vû la valeur immense des propriétés, il propose en conséquence que ce district soit inclus dans la motion du membre du 5me. district.

M. McCready croit que l'hon. membre est dans l'erreur, qu'avant la résignation de M. Pérez, lui (Mr. McCready) n'avait jamais eu occasion de connaître la misère de son quartier mais que depuis ce moment la porte est assiégée continuellement par une foule de pauvres qui viennent implorer du secours. Il est parfaitement d'accord avec le représentant du 2d. district sur la valeur de certaines propriétés dans le 6me. district, il veut bien croire que les propriétés de The Bank se vendent à un très haut prix, ainsi que celles de plusieurs autres grandes propriétaires; mais il y a plusieurs rues qui sont habitués par des *Créoles* qui sont dans la plus grande indigence et pour les honorables membres de vouloir bien remarquer que ce n'est pas chez eux que ces sollicitants vont demander du secours, mais bien chez lui; et que comme il l'a dit, sa porte en est assiégée. Si le Conseil leur refuse un secours aussi minime, ils courront risque de mourir de faim, ou d'aller de porte en porte demander une bouchée de pain pour soutenir une existence qui doit leur être déjà bien à charge.

M. Pédesclaux dit à demi-voix, que les *Créoles* dont vient parler l'honorable sont tous des *brûlans*.

M. McCready dit qu'il répondra aux observations du membre du 3me. district lorsqu'il les adressera au Conseil, debout, mais que l'orsqu'il parlera en se tournant de côté, il n'y fera jamais attention, vû qu'il croit qu'elles n'en valent pas la peine.

M. Cuthbertson rappelle M. Pédesclaux à l'ordre.

M. Labatut dit que si les membres du conseil voulaient se donner la peine de visiter leur district, ils verraient souvent qu'ils accordent des secours à des personnes qui n'en ont nullement besoin, qu'il a été obligé de le faire lui, d'après une circonstance assez extraordinaire, un jour, étant auprès de la, trésorier de la ville lui demanda si une nommée, Mme Le Preux n'était pas sur la liste de secours, qu'il répondit que oui, et qu'alors sur l'invitation du trésorier, il tourna la tête et l'apperçut dans tout l'étalage de la beauté et de la Jeunesse, assise dans une loge et entourée d'admirateurs qu'il ne put en croire à ses yeux, et prit des informations auprès de plusieurs personnes qui confirmèrent ce qu'il tenait du trésorier. Depuis ce tems, il a fait une visite général de son quartier et avant d'accorder aucun secours, il a soin de prendre telles informations qu'il croit nécessaire pour empêcher que l'argent destiné au soulagement des malheureux, ne soit donné à des personnes qui n'en servent pour ourir les apothicaires et tavernes.

M. Bermudez présente un substitut à l'effet d'ajouter au [illegible] qui visitera les lits et de secourir des différents membres et qui [illegible] par lui même ou par des personnes [illegible] l'assistance du conseil.

M. Mercier répond à cela que les membres ont plus occupations particulières, et qu'il leur est impossible d'aller visiter dans toute la ville pour s'informer si telle ou telle personne est dans un cas [illegible] mais en sus, il demandera au 3me. district s'il laissera son bureau pour aller à l'extrémité de la ville s'informer si telle personne est aveugle, ou si tel autre individu est boiteux. Cette motion [illegible] paraît ridicule.

M. Bermudez dit

M. Le Président: Je suis d'avis que le Conseil de Ville est le corps auquel doivent s'adresser les indigens pour obtenir les secours indispensables à leur existence. Il ne convient pas à [illegible] de chercher à économiser sur ces [illegible]

[illegible] que je pense [illegible] pour [illegible] l'humanité qui réclament de nous [illegible] pour [illegible] de l'hiver [illegible] nous pourrions, sinon d'après la manière de distribuer ces secours. Le district que je représente, comptant un grand nombre de pauvres, dont la majeure partie était dirigée vers des [illegible] incapables de payer, me laisera un plus grand nombre encore qui après que les [illegible] leur ont été refusés, demandent de nouvelle [illegible] pour éviter l'exécution des jugements rendus contre eux.

M. Caldwell croit que si l'on désire accorder une somme quelconque à cette société, on devrait le faire de toute autre manière; il croit que ce n'est pas faire un compliment aux directeurs que de faire de leur place un emploi de mouchards. Selon lui, il serait mieux de leur accorder un revenu fixe, et en offre, dit Phon. membre, ce serait faire boire une coupe bien amère à ces orphelins, quand arrivés à l'âge mûr ils sauront que c'est avec de pareils moyens qu'on les a élevés.

M. Pédesclaux observe à l'honorable membre qu'il a tort, que son opinion à lui, n'est pas de faire des distributions de cette société des enfans qui arrêteraient toutes les charrettes au coin des rues, mais qu'il croyait qu'on leur accordant une partie de ce revenu, les juges de paix se aient plus d'attention à ces poursuites; car dès qu'ils auraient un intérêt à les voir terminées, ils iraient dans les cours pour en voir le montant, et ainsi tout en travaillant pour l'intérêt de l'asyle des orphelins, ils travailleraient dans celui de la ville.

M. McF. rlan appuie les observations de M. Caldwell, et trouve que ce serait même faire une insulte à cette association.

L'appel nominal sur cette question a produit le résultat suivant: pour l'affirmative MM. Pédesclaux, Labatut et Mercier; pour la négative, MM. Bermudez, Montégut, Hyde, McFarlane, Dixon et Caldwell; en conséquence, la motion de persister a été rejetée.

Sur l'article second M. Montégut présente une résolution tendant à faire assurer les nouvelles prisons, selon la recommendation qui en est faite par le maire—adopté.

Sur motion de M. Montégut, M. Latour est accepté comme caution de M. Lange,

Le sergent d'armes ayant passé la boite au scrutin; il a paru que M. Montant avait 9 voix en sa faveur, et 2 contre; en conséquence M. Montant a été élu gardien de la poudrière, et M. Agénor Bosque a été accepté comme sa caution.

Sur l'article 5e, M. Pédesclaux fait motion que le conseil siège à huis-clos—adopté.

Après l'ouverture des portes on accepte M. Edmond Modère ainsi que sa caution.

Est lue la pétition de M. Robert Ivor demandant la permission d'ériger une baraque en bois pour établir un jeu de quilles. M. Montégut fait motion que cette pétition soit déposé sur le bureau—adopté.

Est lue une pétition de MM. Lindlow, Pritchard, &c. se plaignant du mauvais état des encoignures des rues Juin, De Camp, &c.

M. Montégut fait motion que cette pétition soit référée au maire.

M. Labatut observe qu'il y a un comité de pétitions; et que c'est à ce comité qu'elle devrait être référée.

M. McGready présente le substitut suivant qui est adopté.

Résolu que le maire est et demeure autorisé à faire faire un pierre, par contrat, les traverses et les fossés à l'encoignure des rues Julie et Girod dans la rue du Camp, et cela dans le plus court délai possible.

M. Bermudez demande l'ordre du jour sur l'ordonnance concernant un bureau d'ingénieur—accordé.

Le secrétaire donne lecture de la dite ordonnance.

M. Pédesclaux fait motion qu'elle soit adoptée par section par section.

Art. 1. Le maire nommera avec l'avis et le consentement du conseil de ville et commissionnera un ingénieur pour la cité de la Nouvelle-Orléans, lequel avant d'entrer en fonctions prêtera serment entre les mains du maire de remplir ses devoirs avec fidélité, impartialité et exactitude.

M. Montégut fait motion d'ajouter au dit article les mots suivans: "Et qui sera réputé tous les premiers de mois."

M. McCready présente en forme de substitut une ordonnance qu'il avait préparée sur ce sujet.

M. Pédesclaux dit qu'il est tout à fait opposé de la motion du membre du 3e district, vû que l'ordonnance qu'il présente est absolument la même que celle qui a été présentée par le conseil.

M. Labatut dit qu'il ne doute pas que l'honorable membre dans sa grande sagesse a fait un meilleur ouvrage que celui du conseil; mais qu'au moins il faudrait le connaître; le rapport mentionné devant nous a été imprimé et mis à l'ordre du jour, et je trouve surprenant que l'on vienne tout-à-coup en substituer un dont nous n'avons aucune idée—on devrait au moins en ordonner l'impression. Ces vagues d'avances que ces remarques n'auront aucun effet, vû qu'il y a eu parti dans le conseil prêt à seconder et à adopter tous ce que l'honorable membre présentera; néanmoins, je déclare au conseil que pour moi il me sera impossible de former une opinion sur des questions qui vont être présentées pour la première fois.

La question est mise aux voix, et la première section est adoptée à l'unanimité.

Il est ordonné par la cour